

Collectif STOP-Mercosur

Jalons récents

6 décembre 2024 : la commission européenne conclut les négociation de l'accord UE-Mercosur

La Présidente de la Commission européenne a annoncé avoir conclu les négociations de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, le plus nocif jamais négocié ces dernières années. Pour le collectif national Stop Mercosur c'est un jour tragique pour le monde agricole, l'alimentation, les emplois et la planète. Cette annonce signe l'échec patent de la stratégie d'Emmanuel Macron qui n'a rien entrepris à Bruxelles depuis 4 ans pour empêcher ces négociations d'être conclues.

Cet accord « viande contre voitures », négocié par la Commission européenne derrière portes closes et sans tenir compte du rejet grandissant qu'il génère, pensé pour satisfaire l'appétit des entreprises multinationales et non les besoins des populations, ne doit pas voir le jour. La bataille n'est pas finie : ce projet d'accord peut encore être bloqué en amont de sa présentation au Conseil, lors de cette éventuelle présentation, puis au Parlement européen. Nous, organisations de la société civile opposées à cet accord, en lien avec nos partenaires européens et d'Amérique du Sud, nous nous y emploierons de toutes nos forces.

2 décembre 2024 : plus de 400 organisations des deux côtés de l'Atlantique appellent à l'abandon de l'accord UE-Mercosur

Négocié à huis clos, cet accord manque cruellement de participation publique et de contrôle démocratique. Le Médiateur européen lui-même a critiqué le manque de transparence de la Commission européenne. Aujourd'hui, la Commission envisage de changer le processus de vote via une « scission » de l'accord, permettant ainsi de contourner les vétos des pays membres. Des centaines d'organisations de la société civile et de parlementaires ont condamné cette manœuvre, car elle est une attaque contre les processus démocratiques. Pire, les groupes les plus touchés – les travailleurs, les petits agriculteurs, les communautés autochtones et les femmes – ont été exclus de la négociation de cet accord et en subiront pourtant les pires effets.

Un accord toxique pour les personnes et la planète

Cet accord renforcera l'échange inégal entre le Sud et le Nord global, perpétuant ainsi des structures commerciales (néo)coloniales. Il promeut des modèles agricoles destructeurs qui déplacent les petits agriculteurs et les communautés autochtones, tout en stimulant les exportations de produits agrochimiques toxiques, y compris ceux interdits dans l'UE. Ces pratiques agricoles non durables, y compris l'élevage industriel, menacent la souveraineté alimentaire et le bien-être animal dans les deux régions. Les travailleurs des pays du Mercosur perdront leur emploi et subiront une détérioration de leurs conditions de travail. Les femmes seront encore plus touchées, notamment à cause de la privatisation des services publics, encouragée par les accords de libre-échange (ALE). Des études montrent que cet accord présente des risques économiques majeurs, aggravant davantage les inégalités, et freinant le développement durable et la (ré-)industrialisation dans les pays du Mercosur.

L'environnement sera aussi un des grands perdants de l'accord. Aucune annexe environnementale ne pourra atténuer les dommages à long terme que cet accord causera ; il s'agit d'un simple verdissement de façade. L'accord UE-Mercosur accélérera la déforestation, aggravera la crise climatique et éloignera encore plus nos régions des objectifs de justice climatique.

Site Collectif Stop TAFTA - Non au Grand Marché Transatlantique - Site officiel du collectif national unitaire stop CETA — UE-Mercosur